



Rapport financier semestriel 2013

SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	3
ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES.....	9
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE.....	48
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	52



Rapport semestriel d'activité

Rapport d'activité semestriel 1^{er} semestre 2013

1. Chiffre d'affaires consolidé du Groupe en progression de 1,5% à taux de change et périmètre constant sur le premier semestre 2013

Le chiffre d'affaires semestriel réel tenant compte de la cession de l'Europe Centrale s'établit à 154,5 M€ contre 164,1 M€ à fin juin 2012, soit une baisse de -5,8%, mais, à taux de change et périmètre constant, il est en amélioration de 1,5% par rapport au chiffre d'affaires du premier semestre 2012.

Cette évolution constitue une très nette amélioration par rapport aux trois premiers mois de 2013 qui avaient connu une baisse d'activité (Hors Europe Centrale) de -5%. La baisse des ventes enregistrée au premier trimestre a ainsi été plus que compensée par la bonne performance du deuxième trimestre.

En milliers d'euros	S1 2013	S1 2012	Variation		T2 2013	T2 2012
			Réelle	à taux de change et périmètre constants		
Europe du Sud Ouest	74 745	71 187	5,0%	3,2%	40 855	37 781
Europe du Nord et de l'Est	59 834	72 108	-17,0%	1,0%	29 188	36 590
Afrique et Moyen Orient	19 903	20 757	-4,1%	-3,4%	10 425	9 990
TOTAL	154 482	164 052	-5,8%	1,5%	80 468	84 361

L'écart entre l'évolution réelle et celle à taux de change et périmètre constant s'explique essentiellement par le reclassement en activité destinée à être cédée du chiffre d'affaires des filiales situées en Europe Centrale, qui représentaient 10,7 M€ sur le premier semestre 2012, ainsi que par la baisse de la Livre Sterling par rapport à l'Euro.

Le deuxième trimestre est marqué par une progression accrue de l'activité sur la zone Europe du Sud-Ouest, particulièrement en France grâce au surcroît d'activité temporaire lié aux Lignes à Grande Vitesse qui ont permis de maintenir un niveau d'activité satisfaisant dans le forage minage. L'activité est également restée soutenue dans le pôle Démolition.

Le chiffre d'affaires de la zone Afrique Moyen Orient est également en croissance sur le deuxième trimestre mais reste en retrait par rapport à celui réalisé au 30 juin 2012, la baisse de l'activité enregistrée depuis le début de l'année au Gabon et au Maroc n'étant que partiellement compensée par le bon niveau d'activité enregistré sur le contrat CBG en Guinée et le démarrage des ventes en Arabie Saoudite. L'écart entre l'évolution réelle et celle à taux de change et périmètre constant s'explique par des écarts de change sur le Franc Guinéen notamment.

Sur la zone Europe du Nord et de l'Est, la baisse significative de l'activité est essentiellement liée au reclassement du chiffre d'affaires des filiales en cours de cession au 30 juin 2013. A périmètre et taux de change constant, elle est en effet en légère progression grâce au dynamisme de la Scandinavie.

2. Résultat

La rentabilité opérationnelle courante est en retrait à 2,7 M€ contre 4,7 M€ à fin juin 2012 (retrait des activités destinées à être cédées). La rentabilité a été particulièrement affectée par la faible activité du premier trimestre, l'évolution sur le deuxième trimestre est sensiblement plus favorable. La baisse de rentabilité s'explique également par l'impact de la hausse des matières premières enregistrées sur le premier semestre 2013 par rapport au premier semestre 2012 (*à périmètre constant, la part des achats consommés a ainsi progressé de 0,8 points pour atteindre 48,7% du chiffre d'affaires*). Le résultat opérationnel courant s'établit à 1,8% du chiffre d'affaires, contre 3,1% sur le premier semestre 2012.

La rentabilité opérationnelle du groupe passe de +5,4M€ à fin juin 2012 à +0,5M€ à fin juin 2013. Cette évolution prend en compte les coûts des importants plans de restructuration engagés sur le premier semestre de 2013 tant en France (-1,5 M€) qu'au Royaume Uni (-0,7 M€).

Dans ce contexte, le résultat net part du groupe ressort en perte à -3,9 M€ au 30 juin 2013 contre un profit de +0,9 M€ en 2012. Cette perte intègre le résultat financier (-2,5 M€), le résultat des sociétés mise en équivalence (+0,7 M€), le résultat enregistré sur les activités abandonnées (+0,5 M€) et destinées à être cédées (-1,6 M€) et l'impôt(-1,5 M€).

Le résultat opérationnel courant du secteur Europe du Sud-Ouest est en légère baisse. Il se traduit par une perte de -0,8M€ contre -0,6 M€ au premier semestre 2012. Cette baisse résulte à la fois de la hausse des matières premières évoquée plus haut, de la baisse de la performance des entités Italiennes, qui ont connues une activité faible au premier semestre, ainsi que d'un résultat en retrait du pôle démolition.

A périmètre constant, le résultat opérationnel courant du secteur Europe du Nord et de l'Est se dégrade lui nettement passant de +2,6 M€ à +1,7 M€. Cette évolution traduit principalement les difficultés rencontrées par les filiales du Groupe au Royaume Uni du fait de conditions climatiques exceptionnellement mauvaises au cours des quatre premiers mois de l'année ainsi que de la baisse temporaire d'activité subie dans l'activité de production d'additifs diesel, liée l'arrêt temporaire de production consécutif à la déclaration par un fournisseur de matières premières d'un cas de force majeure.

Le résultat opérationnel courant de la Zone Afrique Moyen-Orient est également en retrait s'établissant à +1,9 M€ contre +2,7 M€ sur la même période de 2012. Cette dégradation s'explique par la baisse du chiffre d'affaires enregistrée sur la période (-17%), portant essentiellement sur des marchés de travaux publics et d'infrastructures au Maroc. La performance des entités Africaines du groupe reste néanmoins notable, le résultat opérationnel courant s'établissant sur cette zone à 9,5% du chiffre d'affaires en 2013.

3. Evènements significatifs du semestre écoulé

Mise en place de nouveaux financements Moyen-Terme

EPC a initié en 2012 une consultation auprès de ses partenaires bancaires en vue de mettre en place un refinancement de ses dettes court et moyen terme, tout en mettant en place une enveloppe de Capex pour financer les développements futurs du groupe tant par croissance externe qu'à travers des projets endogènes.

Les principaux partenaires bancaires d'EPC (Société Générale, BNP Paribas et LCL) ont accepté de participer à cette importante opération où BNP Paribas exerce le rôle d'arrangeur. L'ensemble de la documentation qui porte sur une ligne totale de 38 millions d'euros sur 5 ans a été signée le 26 février 2013. Les conditions préalables ayant été intégralement levées le même jour, ce contrat est aujourd'hui en vigueur.

Décision arbitrale en faveur du groupe EPC dans le litige Etruscan

Suite aux audiences qui se sont tenues en 2012, l'arbitre nommé par les parties a rendu sa décision dans le litige qui opposait BFMS (filiale d'EPC) à BMC (filiale du groupe Etruscan) au sujet de la résiliation anticipée du contrat d'exploitation de la mine de Youga au Burkina-Faso.

Cette décision enjoint BMC à verser à BFMS la somme de 3,9 Millions de dollars américains.

La contre-réclamation présentée par BMC a été rejetée. Seuls les frais d'avocat de 300 000 CAD ont été réglés par EPC.

Conformément aux instructions de l'arbitre, les fonds correspondants ont été transférés entre BMC et BFMS (groupe EPC) dans les délais impartis.

Litige DG Construction

Par un arrêt du 1er mars 2012, la Cour d'appel de Paris a infirmé le jugement du Tribunal de commerce de Paris du 31 mai 2010 (cf. Rapports annuels 2008 à 2011) et débouté les sociétés DG Construction (DGC) et Financière Constructeam (FC) de l'ensemble de leurs demandes à l'encontre d'EPC, en les condamnant à lui payer 20.000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile et les dépens.

Le 12 février 2013, la Cour de cassation a cassé cet arrêt seulement en ce qu'il a déclaré les demandes de DGC et FC mal fondées sur le plan délictuel, et renvoyé les parties, sur ce point, devant la Cour d'appel de Versailles.

DGC et FC ont saisi la Cour de Versailles, qui devrait rendre son arrêt au 2ème trimestre 2014.

EPC estime disposer de solides arguments de faits et de droit pour obtenir l'infirmité du jugement du 31 mai 2010 et le débouté de FC et DGC, d'autant plus que l'arrêt du 1er mars 2012 est désormais définitif en ce qu'il a déclaré FC et DGC irrecevables en leur action contractuelle.

Le 19 juin 2013, quatre ans et demi après avoir mis en demeure EPC, MM. Peccenini, Huens et Colamaria, tous trois dirigeants et actionnaires de contrôle de FC et DGC, ont assigné EPC devant le Tribunal de commerce de Paris en paiement de 1,45M€ de dommages-intérêts. Ils soutiennent que dans le cadre de l'opération de rapprochement avec DGC envisagée en 2008, EPC leur avait promis de souscrire au capital de la société commune et de leur consentir une option de vente leur assurant une plus-value de ce montant.

EPC estime que ces prétentions sont injustifiées dès lors que lesdites promesses n'ont pu être mises en œuvre par suite de l'impossibilité de réaliser le rapprochement qui en constituait le préalable nécessaire.

Engagement de nouveaux processus de restructuration

Trois filiales britanniques du groupe, EDSE, EPC UK et EPC UK Blasting Services ont fusionné au 1er janvier 2013. Cette opération a été réalisée dans le but d'alléger les frais de structure.

Les filiales Alpharoc et EPC France ont fusionné au 1^{er} juin 2013. Cette fusion était un préalable à l'importante réorganisation des activités du groupe dans le domaine des explosifs et du forage minage en France rendue nécessaire par la contraction structurelle du marché hexagonal.

La réorganisation prévoit la constitution des deux pôles au sein du nouvel EPC France :

- un pôle EPC France Explosifs en charge de la production et de l'export
- et un pôle EPC France Services en charge de l'ensemble des activités de distribution et de mises en œuvre des explosifs. Ce deuxième pôle s'articulera autour de 4 grandes régions couvrant le territoire Français.

Cette réorganisation ayant un impact sur l'emploi, les négociations d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) ont été engagées dès le mois de juin avec les organisations représentatives du personnel pour une mise en œuvre à compter du mois de septembre 2013.

De nouveaux tests d'impairment ont été pratiqués sur la zone Europe du Sud Ouest prenant en compte de manière précise l'impact des restructurations décidées. Ils ont mis en évidence une amélioration de la valeur d'utilité, renforçant ainsi la marge de sécurité sur les goodwill de cette UGT.

Signature d'un important accord avec le groupe Lafarge

EPC a conclu un accord cadre de fourniture d'explosifs avec le groupe Lafarge. Cet accord qui prévoit la signature par les filiales EPC de contrats d'une durée de trois ans avec les entités Lafarge, a permis d'augmenter la part de marché d'EPC chez ce client aux Etats-Unis et particulièrement en France. Il a également permis de consolider les positions d'EPC chez Lafarge au Royaume-Uni. Cet accord a commencé à produire ses effets à compter d'avril 2013.

EPC Cote d'ivoire

Le projet avance conformément au Planning. La prise de participation de la SODEMI à hauteur de 25% a été officialisée en Juin.

Le projet se réalise en deux phases :

- La construction d'un dépôt d'explosif. Cette phase est aujourd'hui achevée permettant d'envisager les premières commercialisations dès septembre.
- La construction d'une usine Modulaire de production de Matrice près de Yamoussoukro. Le terrain et les autorisations nécessaires sont aujourd'hui acquis, et l'usine modulaire sera expédiée début Août pour une mise en production début 2014.

MCS Arabie Saoudite

La filiale MCS avec près de 4 Millions de SAR (environ 800 K€) de chiffre d'affaires sur le mois de Juin a dégagé ses premiers résultats mensuels positifs. Cette évolution favorable confirme les analyses du groupe et permet d'espérer une contribution positive de cette JV aux comptes d'EPC sur l'exercice 2013.

Renouvellement des contrats d'approvisionnement en Nitrate.

Le groupe EPC a renégocié les contrats d'approvisionnement en Nitrate d'Ammonium gérés au niveau du groupe et arrivés à échéance le 31 décembre 2012.

Cette renégociation a permis de diversifier les sources d'approvisionnement de cette matière première importante pour EPC tout en obtenant des conditions économiques plus favorables.

Les gains enregistrés ont été absorbés sur le premier semestre par les augmentations des indices de référence. L'évolution récente de ces indices semble nettement plus favorable.

Cession au groupe SSE des filiales d'Europe Centrale (Allemagne, République Tchèque, Pologne et Roumanie)

Suite à la réception d'une offre ferme, le groupe EPC a signé le 14 juin 2013 le contrat de cession au Groupe SSE de ses filiales en Allemagne, Pologne, République Tchèque et Roumanie pour un prix total (valeur d'entreprise) de 15 millions d'euros.

La cession est effective depuis le 31 juillet. Elle a eu un impact majeur sur l'endettement net du groupe (de l'ordre de 15 M€ dont 6.1 M€ présenté au 30 juin 2013 en « Passifs des activités destinées à être cédées »). Par ailleurs, le résultat comptable de la cession qui sera pris en compte sur le deuxième semestre est attendu positif

4. Evolution prévisible pour le semestre à venir

Le résultat du premier semestre 2013 intègre de nombreux éléments non-récurrents :

- conditions particulières au Royaume-Uni,
- provisionnement des plans de restructurations (France et Royaume-Uni)
- résultats négatifs des activités d'Europe Centrale aujourd'hui cédées.

Le deuxième semestre devrait voir une nette amélioration des résultats du groupe grâce notamment :

- aux premiers résultats des plans d'économies mis en œuvre par le groupe
- au démarrage aujourd'hui effectif des ventes en Arabie Saoudite.
- à l'évolution favorable des coûts des matières premières enregistrée à partir de juin,
- à l'impact de la cession des filiales d'Europe centrale qui est attendu positif.
- à la baisse de l'endettement lié à la cession des filiales d'Europe centrale.

Le 20 septembre 2013



Etats financiers semestriels Consolidés Résumés

SOMMAIRE

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ.....	11
ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	11
ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	13
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ	14
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	16

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Activités poursuivies				
Produit des activités ordinaires	4.1	154 483	153 386	164 052
Autres produits		374	370	536
Achats consommés		(75 163)	(73 505)	(79 811)
Autres achats et charges externes	5.1	(37 146)	(36 942)	(39 637)
Variation des stocks d'encours et de produits finis	5.2	670	1 854	1 885
Charges de personnel	5.3	(34 376)	(34 410)	(36 635)
Amortissements et dépréciations des immobilisations		(5 273)	(5 351)	(6 080)
Dotations et reprises de provisions		(183)	540	542
Autres produits et charges d'exploitation	5.4	(666)	(1 221)	(1 141)
Résultat opérationnel courant		2 720	4 721	3 711
Autres produits et charges opérationnels	5.5	(2 207)	650	650
Résultat opérationnel		513	5 371	4 361
Coût de l'endettement financier net	5.6	(1 823)	(1 571)	(1 636)
Autres produits et charges financiers	5.6	(720)	63	(2)
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	6.4	722	836	836
Résultat avant impôt		(1 308)	4 699	3 559
Impôt sur les résultats	5.7	(1 507)	(2 236)	(2 268)
Résultat net de l'ensemble consolidé – activités poursuivies		(2 815)	2 463	1 291
Résultat net des activités abandonnées	8	(1 110)	(1 515)	(343)
Résultat net de l'ensemble consolidé – total		(3 925)	948	948
Résultat net – part du groupe		(3 936)	857	857
Résultat net – part des minoritaires		11	91	91
Résultat par action de l'activité globale – part du groupe				
Résultat par action		(19,38)	4,22	4,22
Résultat par part de fondateur		(33,39)	7,27	7,27
Résultat dilué par action		(19,38)	4,22	4,22
Résultat dilué par part de fondateur		(33,39)	7,27	7,27

L'information concernant le retraitement du résultat 30 juin 2012 publié figure au paragraphe 3.3

ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Résultat net total	(3 925)	948	948
Ecarts de conversion sur sociétés intégrées globalement	(741)	1 011	1 011
Ecarts de conversion sur sociétés mises en équivalence	45	(17)	(17)
Ecarts actuariels (nets d'impôt)	375	248	248
Variation de la réserve de couverture (nette d'impôt)	215	(57)	(57)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(106)	1 185	1 185
Résultat global	(4 031)	2 133	2 133
<i>dont quote-part du Groupe</i>	<i>(4 023)</i>	<i>2 011</i>	<i>2 011</i>
<i>dont quote-part revenant aux minoritaires</i>	<i>(8)</i>	<i>122</i>	<i>122</i>

ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2013	31 décembre 2012
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	6.1	31 494	31 698
Immobilisations incorporelles	6.2	790	787
Immobilisations corporelles	6.3	82 145	90 591
Participations dans les entreprises associées	6.4	3 233	4 328
Autres actifs financiers non courants	6.6	4 898	4 314
Actifs d'impôts différés	6.12	10 003	10 062
Autres actifs long terme		115	765
Total actifs non courants		132 678	142 545
Stocks	6.7	29 388	30 616
Clients et autres débiteurs	6.8	104 774	94 857
Créances fiscales		1 500	1 108
Actifs financiers courants		-	-
Autres actifs courants		3 901	2 902
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.9	19 078	18 980
Total actifs courants		158 641	148 463
Groupes d'actifs destinés à être cédés	8.7	18 097	-
TOTAL ACTIF		309 416	291 008
PASSIF			
Capital	6.10	5 220	5 220
Réserves		90 095	93 040
Résultat net de l'exercice – part du groupe		(3 936)	(2 447)
Capitaux propres part du groupe		91 379	95 813
Intérêts minoritaires		2 057	2 197
Capitaux propres		93 436	98 010
Dettes financières non courantes	6.11	46 031	21 388
Passifs d'impôts différés	6.12	1 702	1 390
Provisions pour avantages aux salariés	6.13	14 065	15 076
Autres provisions non courantes	6.14	18 106	18 440
Autres passifs long terme		452	300
Total passifs non courants		80 356	56 594
Fournisseurs et autres créditeurs	6.15	87 902	79 912
Dettes d'impôt		994	1 344
Dettes financières courantes	6.11	28 085	49 911
Autres provisions courantes	6.14	4 047	2 682
Autres passifs courants		3 337	2 555
Total passifs courants		124 365	136 404
Total dettes		204 721	192 998
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	8.7	11 259	-
TOTAL PASSIF		309 416	291 008

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ (*)

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Résultat net consolidé		(3 925)	948	948
Elim. du résultat des mises en équivalence		(722)	(836)	(836)
Elim. des amortissements et provisions		8 019	4 523	4 523
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		324	208	(145)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		(59)	33	33
Elim. De l'effet d'actualisation	5.6	143	72	72
Elim. des produits de dividendes		(10)	(25)	(25)
Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		3 770	4 923	4 570
Elim. de la charge (produit) d'impôt	5.7	1 356	2 266	2 268
Elim. du coût de l'endettement financier net	5.6	1 823	1 574	1 638
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		6 949	8 763	8 476
Incidence de la variation du BFR	6.16	(5 491)	(67)	(426)
Impôts payés		(2 395)	(1 603)	(1 245)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(937)	7 093	6 805
Incidence des variations de périmètre	6.17	(1 812)	-	-
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	6.3	(4 559)	(5 746)	(5 746)
Acquisition d'actifs financiers		(12)	(11)	(11)
Variation des prêts et avances consentis		(863)	(1 040)	(1 040)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		1 130	183	536
Cession d'actifs financiers		22	5	5
Dividendes reçus	6.4	1 025	657	657
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(5 069)	(5 952)	(5 599)
Augmentation de capital		-	-	-
Emission d'emprunts	6.11	35 222	10 682	10 682
Remboursement d'emprunts	6.11	(31 916)	(5 497)	(5 497)
Intérêts financiers nets versés		(1 707)	(1 186)	(1 252)
Transactions entre actionnaires : acquisitions / cessions partielles		178	182	182
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		-	(416)	(416)
Dividendes payés aux minoritaires		-	(50)	(50)
Autres flux liés au financement		-	-	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		1 777	3 715	3 649
Incidences de la variation des taux de change		(231)	230	230
Incidence des changements de principes comptables		-	-	-
Variation de la trésorerie		(4 460)	(5 086)	5 086
Trésorerie d'ouverture	6.9	15 803	12 851	12 851
Trésorerie de clôture	6.9	11 343	17 937	17 937
Variation de la trésorerie		(4 460)	5 086	5 086

(*) Les flux de trésorerie incluent les activités abandonnées présentées ci-dessous.

Les impacts dans le tableau de flux de trésorerie liés aux activités abandonnées sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 Publié
Résultat net consolidé	(1 110)	(1 072)	(343)
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	(69)	(263)	(151)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(282)	(947)	(107)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	175	294	4
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	109	575	24
Incidence de la variation de taux de change	-	-	-
Variation de la trésorerie	(8)	78	(79)
Trésorerie d'ouverture	301	(189)	(178)
Trésorerie de clôture	293	(267)	(257)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>En milliers d'euros</i>	Capital social	Actions propres	Réserves consolidées et résultat part du groupe	Réserves de conversion	Total capitaux propres – part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
----------------------------	----------------	-----------------	---	------------------------	---	-----------------------	------------------------

Total au 31 décembre 2011	5 220	(2 478)	98 503	(157)	101 088	2 554	103 642
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	153	1 001	1 154	31	1 185
Résultat net de l'exercice	-	-	857	-	857	91	948
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	1 010	1 001	2 011	122	2 133
Dividendes versés	-	-	(416)	-	(416)	(100)	(516)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	(3)	(3)
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-
Total au 30 juin 2012	5 220	(2 478)	99 097	844	102 683	2 573	105 256

Total au 31 décembre 2012	5 220	(2 478)	92 767	304	95 813	2 197	98 010
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	587	(674)	(87)	(19)	(106)
Résultat net de l'exercice	-	-	(3 936)	-	(3 936)	11	(3 925)
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	(3 349)	(674)	(4 023)	(8)	(4 031)
Dividendes versés	-	-	(416)	-	(416)	(131)	(547)
Variations de périmètre	-	-	5	-	5	(1)	4
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-
Total au 30 juin 2013	5 220	(2 478)	89 007	(370)	91 379	2 057	94 436



Annexe aux états financiers consolidés du premier semestre 2013

SOMMAIRE

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	20
2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2013.....	20
2.1. Evolution du périmètre de consolidation	20
2.2. Evolution prévisible pour le semestre à venir	20
3. PRINCIPES COMPTABLES.....	20
3.1. Principes généraux et normes comptables	20
3.2. Recours à des estimations	22
3.3. Passage du résultat publié au résultat retraité au 30 juin 2012.....	22
4. INFORMATION SECTORIELLE	22
4.1. Informations comparatives	23
4.2. Résultats sectoriels	24
4.3. Autres éléments sectoriels inclus dans le compte de résultat, sans contrepartie de trésorerie.....	25
4.4. Investissements sectoriels	26
5. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	26
5.1. Autres achats et charges externes.....	26
5.2. Variation des stocks d'en-cours et de produits finis au compte de résultat	26
5.3. Charges de personnel	26
5.4. Autres produits et charges d'exploitation.....	27
5.5. Autres produits et charges opérationnels	27
5.6. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers.....	28
5.7. Impôt sur les résultats.....	28
6. NOTES RELATIVES A L'ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	29
6.1. Écarts d'acquisition	29
6.2. Immobilisations incorporelles	31
6.3. Immobilisations corporelles	31
6.4. Participation dans les entreprises associées	32
6.5. Participation dans les co-entreprises	33
6.6. Autres actifs financiers non courants	33
6.7. Stocks et en cours	34
6.8. Clients et autres débiteurs	35
6.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie	35
6.10. Capital	36
6.11. Dettes financières	37
6.12. Impôts différés au bilan.....	38
6.13. Provisions pour avantages aux salariés	39
6.14. Autres provisions.....	39
6.15. Fournisseurs et autres créditeurs	40
6.16. Besoin en Fonds de Roulement.....	40
6.17. Incidence des variations de périmètre	40
6.18. Engagements financiers.....	41
7. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES.....	41
7.1. Contrôle.....	41

7.2. Relation avec les filiales.....	41
7.3. Transactions avec des parties liées.....	41
8. ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET DESTINÉES A ÊTRE CÉDÉES	41
8.1. Arrêt des activités de EEI.....	42
8.2. Arrêt des activités de Nitrokemfor Services	42
8.3. Arrêt des activités de BFMS	42
8.4 Arrêt des activités Océan Indien	42
8.5 STPS TI et ses filiales	43
8.6 Arrêt des activités en Europe Centrale.....	44
8.7 Actifs et passifs destinés à être cédés.....	44
9. SOCIÉTÉS DU GROUPE.....	45
10. ÉVÈNEMENTS POST CLOTURE	47

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le groupe EPC est un groupe international. EPC SA est une société anonyme cotée à la bourse de Paris (ISIN FR000037343) immatriculée en France. EPC pratique principalement trois activités :

- La fabrication d'explosifs à usage civil et leur mise en œuvre (forage minage)La démolition
- autres activités diversifiées (produits chimiques et logistique).

La société mère, Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, est une société anonyme française dont le siège social est situé au 61, rue de Galilée, 75008 Paris.

Les comptes consolidés du Groupe EPC ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 20 septembre 2013, qui en a autorisé la publication.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2013

2.1. Evolution du périmètre de consolidation

2.1.1. Fusion

Trois des filiales britanniques du groupe, ED SL, EPC UK et EPC UK Blasting Services ont fusionné au 1^{er} janvier 2013. Par ailleurs, la société Alphasroc a été absorbée par EPC France au 1^{er} janvier 2013.

2.1.2. Acquisition

Le groupe au travers de la filiale italienne EPC Italia a pris le contrôle à 100% de la société ESMAC.

2.2. Evolution prévisible pour le semestre à venir

Le résultat du premier semestre 2013 intégrant de nombreux éléments non-récurrents, le deuxième semestre devrait voir une nette amélioration des résultats du groupe

-

3. PRINCIPES COMPTABLES

3.1. Principes généraux et normes comptables

Les états financiers consolidés sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

3.1.1. Principe général

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil Européen adopté le 3 novembre 2008, le Groupe EPC a établi ses comptes consolidés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne à la date de préparation des états financiers.

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2013 sont établis conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'intègrent pas toutes les informations et notes annexes requises pour l'établissement des états financiers annuels, et à ce titre ils doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe EPC au 31 décembre 2012.

A l'exception des points décrits ci-dessous, les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS, les IAS (International Accounting Standards), et leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union Européenne est disponible sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm

3.1.2. Les normes suivantes sont applicables à compter du 1er janvier 2013 mais n'ont pas d'impact significatif sur l'information financière présentée :

- IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » ;
- Amendements IFRS1, Hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les nouveaux adoptants – Prêts gouvernementaux ;
- les amendements à IAS 12 intitulés « Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents » ;
- les amendements à IFRS 7 sur les informations à fournir se rapportant à la compensation des actifs financiers et des passifs financiers ;
- Les amendements IAS 19, Avantages du personnel. La première application de cette norme et amendements n'a pas d'impact significatif sur les comptes arrêtés au 30 juin 2013.

3.1.3. Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ont été publiées mais ne sont pas applicables au 30 juin 2013 et n'ont pas été adoptées par anticipation :

- IFRS 10 « Etats financiers consolidés » ;
- IFRS 11 « Partenariats » ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
- IFRS 13 « Fair Value Measurement ». La date d'application fixée par l'IASB concerne les périodes annuelles débutant le 1er janvier 2013 ou après et non adoptée encore par l'UE.

3.2. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites
- l'évaluation des impôts différés
- les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur
- l'évaluation des coûts de démantèlement, décontamination et de remise en état des sites

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

3.3. Passage du résultat publié au résultat retraité au 30 juin 2012

Le désengagement de la zone Europe de l'Est s'est concrétisé en juin 2013 par un protocole de cession. La vente effective des entités concernées, situées en Allemagne, Pologne, République Tchèque et Roumanie, est intervenue au 31 juillet 2013. Les critères de classement en activités destinées à être cédées prévus par la norme IFRS 5 étant remplis, le résultat des filiales concernées a donc été reclassé au 30 juin 2012 en résultat des activités abandonnées.

4. INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 – *secteurs opérationnels*, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités.

Les informations relatives aux secteurs opérationnels présentés suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés.

Les zones sont présentées de la manière suivante :

- Zone 1 – Europe du Sud et de l'Ouest
- Zone 2 - Europe du Nord et de l'Est
- Zone 3 – Afrique, Moyen Orient

4.1. Informations comparatives

4.1.1. Produit des activités ordinaires par pays d'origine

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	Variation %	30 juin 2012 publié
Europe du Sud et de l'Ouest (dont Holding)	74 745	71 575	4,43%	71 187
Europe du Nord et de l'Est	59 834	61 052	-1,99%	72 108
Afrique Moyen Orient	19 902	20 759	-4,13%	20 757
Total	154 481	153 386	0,72%	164 052

Variation du produit des activités ordinaires à taux de change, périmètre et présentation constants

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 Retraité	Variation %	30 juin 2012 publié
Europe du Sud et de l'Ouest (dont Holding)	74 745	72 399	3,24%	71 187
Europe du Nord et de l'Est	59 834	59 244	1,00%	72 108
Afrique Moyen Orient	19 902	20 604	- 3,40%	20 757
Total	154 481	152 247	1,47%	164 052

L'écart entre la variation réelle et celle à périmètre et taux de change constants des produits des activités ordinaires s'explique pour 0,8 M€ par le chiffre d'affaires d'ESMAC sur 2012, entrée en 2013, et pour -2 M€ par des effets de change.

4.1.2. Résultat opérationnel courant par pays d'origine

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Europe du Sud et de l'Ouest (dont Holding)	(800)	(610)	(609)
Europe du Nord et de l'Est	1 652	2 634	1 625
Afrique Moyen Orient	1 868	2 697	2 695
Total	2 720	4 721	3 711

4.1.3. Résultat net par pays d'origine

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Europe du Sud et de l'Ouest (dont Holding)	(4 567)	(1 740)	(1 740)
Europe du Nord et de l'Est	(1 421)	797	797
Afrique Moyen Orient	2 063	1 891	1 891
Total	(3 925)	948	948

4.2. Résultats sectoriels

4.2.1. Europe du Sud et de l'Ouest (dont Holding)

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Produit des activités ordinaires	80 881	77 607	77 218
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(6 136)	(6 032)	(6 031)
Produit des activités ordinaires	74 745	71 575	71 187
Résultat opérationnel courant	(800)	(610)	(610)
Résultat opérationnel	(2 300)	100	100
Charges financières – net	(1 695)	(1 262)	(1 262)
Quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-
Résultat avant impôts	(3 995)	(1 162)	(1 162)
Impôt sur les résultats	(572)	(543)	(543)
Résultat net – activités poursuivies	(4 567)	(1 705)	(1 705)
Résultat net – activités abandonnées	(81)	(6)	(6)
Résultat net total	(4 486)	(1 699)	(1 699)

4.2.2. Europe du Nord et de l'Est

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Produit des activités ordinaires	60 074	61 359	72 414
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(238)	(307)	(306)
Produit des activités ordinaires	59 836	61 052	72 108
Résultat opérationnel courant	1 652	2 634	1 625
Résultat opérationnel	945	2 575	1 565
Charges financières – net	(541)	10	(120)
Quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-
Résultat avant impôts	404	2 585	1 445
Impôt sur les résultats	(178)	(616)	(648)
Résultat net – activités poursuivies	226	1 969	797
Résultat net – activités abandonnées	(1 647)	(1 172)	-
Résultat net total	(1 421)	797	797

4.2.3. Afrique Moyen Orient

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Produit des activités ordinaires	51 111	61 434	61 434
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(31 209)	(40 675)	(40 677)
Produit des activités ordinaires	19 902	20 759	20 757
Résultat opérationnel courant	1 868	2 697	2 695
Résultat opérationnel	1 868	2 697	2 696
Charges financières – net	(307)	(257)	(257)
Quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence	722	836	836
Résultat avant impôts	2 283	3 276	3 276
Impôt sur les résultats	(757)	(1 077)	(1 077)
Résultat net – activités poursuivies	1 526	2 199	2 199
Résultat net – activités abandonnées	618	(337)	(337)
Résultat net total	2 144	1 862	1 862

4.3. Autres éléments sectoriels inclus dans le compte de résultat, sans contrepartie de trésorerie

4.3.1. Europe du Sud et de l'Ouest (dont Holding)

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immo.	(2 887)	(2 941)	(2 941)
Dot/Rep. aux provisions	(194)	504	504

4.3.2. Europe du Nord et de l'Est

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immo.	(1 605)	(1 819)	(2 548)
Dot/Rep. aux provisions	(170)	90	92

4.3.3. Afrique Moyen Orient

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immo.	(781)	(591)	(591)
Dot/Rep. aux provisions	181	(54)	(54)

4.4. Investissements sectoriels

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Europe du Sud (dont Holding)	1 433	2 165	2 165
Europe du Nord et de l'Est	1 307	972	972
Afrique Moyen Orient	1 819	2 609	2 609
Investissements (incorp&corp)*	4 559	5 746	5 746

* hors investissements financés par contrat de locations financement (voir note 6.3)

5. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

5.1. Autres achats et charges externes

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Autres services extérieurs	(2 093)	(2 408)	(2 798)
Locations	(6 112)	(5 975)	(6 828)
Prestations générales Groupe (1)	(4 125)	(3 849)	(3 901)
Entretien et grosses réparations	(4 001)	(4 078)	(4 355)
Commissions sur vente	(903)	(1 162)	(1 162)
Frais de transport	(7 844)	(8 422)	(8 865)
Frais de déplacement	(3 148)	(3 114)	(3 246)
Intérimaires	(2 090)	(2 042)	(2 089)
Assurance	(2 036)	(1 948)	(2 099)
Honoraires	(1 507)	(1 821)	(1 925)
Autres achats et charges externes	(3 287)	(2 123)	(2 369)
Total des autres achats et charges externes	(37 146)	(36 942)	(39 637)

(1) Les prestations générales Groupe correspondent à des prestations de services facturées par des parties liées du groupe.

5.2. Variation des stocks d'en-cours et de produits finis au compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Production stockée de biens	586	1 171	1 171
Variation d'en-cours de production de biens	84	711	735
Variation d'en-cours de production de services	-	(28)	(21)
Total	670	1 854	1 885

5.3. Charges de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Rémunérations	(24 602)	(24 212)	(25 935)
Charges sociales	(9 344)	(9 418)	(9 886)
Autres charges de personnel	(430)	(780)	(814)
Total charges de personnel	(34 376)	(34 410)	(36 635)

5.4. Autres produits et charges d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Production immobilisée	1 001	597	597
Subventions d'exploitation (1)	160	142	142
Subventions d'investissement virées au compte de résultat	8	-	-
Produits de cession d'immobilisations	211	179	532
Autres produits d'exploitation	772	1 139	1 167
Total autres produits	2 152	2 057	2 438
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	(235)	(181)	(389)
Impôts et taxes	(1 913)	(2 011)	(2 060)
Autres charges d'exploitation	(670)	(1 086)	(1 130)
Total autres charges	(2 818)	(3 278)	(3 579)
Total autres produits et charges d'exploitation	(666)	(1 221)	(1 141)

(1) Dans les subventions d'exploitation figurent le crédit d'impôt recherche pour 39K€ en 2013 et 92 K€ en 2012.

5.5. Autres produits et charges opérationnels

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Plan de restructuration Filiale irlandaise	-	(60)	(60)
Plan de restructuration EPC France (1)	(1 500)	-	-
Plan de restructuration EPC UK (2)	(707)	-	-
EPC SA (3)	-	710	710
Total autres produits et charges opérationnels	(2 207)	650	650

(1) Le groupe a engagé un plan de sauvegarde de l'emploi au sein d'EPC France, le coût est estimé à 1,5 millions d'euros.

(2) Un plan de restructuration a été engagé en Angleterre, le coût estimé au 30 juin est de 0,7 millions d'euros.

(3) Ce produit de 710K€ correspond à l'impact de la reprise de provision sur le litige DG Construction

5.6. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	(2)	14	67
Charges d'intérêts	(1 821)	(1 585)	(1 703)
Coût de l'endettement financier net	(1 823)	(1 571)	(1 636)
Pertes de change	(202)	(47)	(206)
Gains de change	176	259	385
Coût financier sur avantages au personnel (« interest cost »)	(297)	(101)	(101)
Charge de désactualisation des provisions (note 6.14)	(142)	(72)	(72)
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	10	25	25
Dotations et reprises aux provisions financières	30	-	-
Autres charges financières	(412)	(194)	(195)
Autres produits financiers	117	193	162
Autres produits et charges financiers	(720)	63	(2)
Total du résultat financier	(2 543)	(1 508)	(1 638)

5.7. Impôt sur les résultats

La charge d'impôts sur le résultat s'analyse de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
(Charge) / produit d'impôts exigibles	(1 685)	(1 939)	(1 939)
(Charge) / produit d'impôts différés	178	(297)	(329)
Total	(1 507)	(2 236)	(2 268)
Impôts reclassé en activités abandonnées	150	30	4
Charge (produit) d'impôt éliminé sur le tableau de flux de trésorerie	(1 657)	(2 266)	(2 272)

Le rapprochement entre l'impôt théorique au taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	30 juin 2012 publié
Résultat avant impôt et résultat des entreprises liées	(3 139)	2 021	2 021
Taux d'imposition théorique en vigueur en France	33,33%	33,33%	33,33%
Impôt théorique attendu	1 046	(674)	(674)
Déficits reportables de la période non activés	(2 214)	(1 510)	(1 510)
Déficits activés sur la période	-	-	-
Déficits antérieurs non activés utilisés sur la période	487	545	545
Différentiel de taux sur résultat étranger	78	(62)	(62)
Autres différences permanentes **	(904)	(535)	(567)
Impôt effectivement comptabilisé	(1 507)	(2 236)	(2 268)
Taux d'impôt effectif	*	*	*

* La non activation des déficits conduit au calcul d'un taux d'impôt effectif sans signification.

** Dans les autres différences permanentes au 30 juin 2013 et au 30 juin 2012 retraité sont incluses l'impact de la CVAE pour les montants respectifs suivants (424) K€ et (359) K€

Au 30 juin 2013, le Groupe a décidé de maintenir la limitation du montant des actifs d'impôt différé reconnu au titre des pertes de l'intégration fiscale française à 3 352 K€, soit l'impôt imputable sur les déficits antérieurs calculé sur le bénéfice prévisionnel des quatre prochaines années. Le calcul du résultat fiscal prévisionnel prend en compte une plus-value de cession sur des terrains liée au projet SOLAIREDIRECT.

Au 30 juin 2013, le Groupe dispose au niveau de l'intégration fiscale en France d'un stock non activé d'impôt différé de 14 924 K€ au titre des déficits reportables

Les taux d'impôt applicables sont les suivants :

Pays	Exercice 2013	Exercice 2012	Pays	Exercice 2013	Exercice 2012
Allemagne	27%	27%	Norvège	28%	28%
Belgique	33,99%	33,99%	Pologne	19%	19%
Burkina Faso	28%	27,5%	Portugal	25%	25%
Espagne	30%	30%	République Tchèque	19%	19%
France	33,33%	33,33%	Roumanie	16%	16%
Royaume-Uni	23%	24%	Sénégal	30%	25%
Guinée	30%	35%	Suède	22%	26,3%
Irlande	12,5%	12,5%	Gabon	30%	35%
Italie	31,4%	31,4%	Arabie Saoudite	20%	20%
Luxembourg	26%	26%	Cameroun	38,5%	38,5%
Maroc	30%	30%			

6. NOTES RELATIVES A L'ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

6.1. Écarts d'acquisition

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
A l'ouverture		
Valeur brute	33 642	33 382
Pertes de valeur cumulées	(1 944)	(1 943)
Valeur nette à l'ouverture	31 698	31 439
Actifs destinées à être cédés (1)	(1 723)	-
Variations de périmètre (2)	1 648	6
Ecart de conversion	(129)	253
Pertes de valeur enregistrées en résultat	-	-
A la clôture		
Valeur brute	33 438	33 642
Pertes de valeur cumulées (3)	(1 944)	(1 944)
Valeur nette à la clôture	31 494	31 698

(1) Les actifs destinés à être cédés concernent les filiales situées en Allemagne, Pologne, République Tchèque et Roumanie.

(2) Les variations de périmètre au 30 juin 2013 sont liées à l'entrée dans le périmètre de la société ESMAC

(3) Les pertes de valeurs cumulées concernent l'UGT démolition.

Tests de perte de valeur

Au 30 juin 2013 la revue des indices de perte de valeur ne remet pas en cause les évaluations réalisées au 31 décembre 2012. Aucune dépréciation supplémentaire n'a donc été comptabilisée.

6.2. Immobilisations incorporelles

Aucune perte de valeur n'a été constatée sur les immobilisations incorporelles pour les deux exercices 2012 et 2013.

<i>En milliers d'euros</i>	Concessions, brevets, licences	Frais de développement	Droit au bail	Autres immosincorp. & en cours	Total
Au 31 décembre 2012					
Valeurs brutes	1 316	714	37	1 290	3 357
Amortissements cumulés et dépréciations	(1 232)	(559)		(779)	(2 570)
Valeur nette au 31 décembre 2012	84	155	37	511	787
Acquisitions	14	-	-	94	108
Variations de périmètre	-	-	-	3	3
Sorties	-	-	-	2	2
Ecart de conversion	-	-	-	2	2
Amortissements et dépréciations	(40)	(44)	-	(28)	(112)
Autres mouvements	15	-	-	(15)	-
Valeur nette au 30 juin 2013	73	111	37	569	790
Au 30 juin 2013					
Valeurs brutes	1 306	714	37	1 305	3 362
Amortissements cumulés et dépréciations	(1 233)	(603)	-	(736)	(2 572)
Valeur nette au 30 juin 2013	73	111	37	569	790

6.3. Immobilisations corporelles

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains & constr.	Total ITMO (1)	Autres immoscorp.	Immos en cours et autres	Total
Au 31 décembre 2012					
Valeurs brutes	57 556	131 143	38 641	6 717	234 057
Amortissements cumulés et dépréciations	(23 034)	(90 690)	(29 082)	(527)	(143 333)
Perte de valeur (2)		(133)			(133)
Valeur nette au 31 décembre 2012	34 522	40 320	9 559	6 190	90 591
Acquisitions	792	2 340	462	2 620	6 214
Variations de périmètre	245	-	-	-	245
Sorties	(1)	(632)	(48)	(1)	(682)
Ecart de conversion	(179)	(669)	(72)	(42)	(962)
Amortissements et dépréciations	(620)	(3 584)	(1 549)	(146)	(5 899)
Autres mouvements (3)	(1 438)	(3 846)	(519)	(1 559)	(7 362)
Valeur nette au 30 juin 2013	33 321	33 929	7 833	7 062	82 145
Au 30 juin 2013					
Valeurs brutes	55 785	117 292	34 635	7 735	215 447
Amortissements cumulés et dépréciations	(22 464)	(83 363)	(26 802)	(673)	(133 302)
Perte de valeur (2)	-	-	-	-	-
Valeur nette au 30 juin 2013	33 321	33 929	7 833	7 062	82 145

(1) Installations techniques, matériel et outillage.

(2) Concerne les sociétés BFMS et Nitrokémine

(3) Les flux d'autres mouvements correspondent principalement aux reclassements des actifs destinés à être cédés (voir note 8.9)

Contrats de locations financement

Les immobilisations corporelles incluent les éléments suivants pris en location financement :

<i>En milliers d'euros</i>		30 juin 2013	31 décembre 2012
Constructions	Valeur brute	124	130
	Amortissements et dépréciations cumulés	(71)	(71)
	Valeur nette comptable	53	59
ITMO	Valeur brute	18 599	21 890
	Amortissements et dépréciations cumulés	(11 173)	(12 605)
	Valeur nette comptable	7 426	9 285
Autres immobilisations corporelles	Valeur brute	5 104	5 763
	Amortissements et dépréciations cumulés	(3 760)	(4 205)
	Valeur nette comptable	1 344	1 558

Réconciliation des « Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles » des notes 6.2 et 6.3 avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	108	30
Acquisitions d'immobilisations corporelles	6 214	7 144
	6 322	7 174
Elimination des acquisitions d'immobilisations en contrats de location	(1 904)	(1 454)
Variation des dettes sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	141	26
	(1 763)	(1 428)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles – Tableau de Flux de Trésorerie	4 559	5 746

6.4. Participation dans les entreprises associées

Au 30 juin 2013, comme au 31 décembre 2012, les participations dans les entreprises associées sont constituées essentiellement des titres AREX.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Valeur à l'ouverture de l'exercice	4 328	4 228
Quote-part du résultat	722	1 847
Ecart de conversion	45	(199)
Dividendes	(1 862)	(1 548)
Variation de périmètre	-	-
Valeur à la clôture de l'exercice	3 233	4 328

Réconciliation des « dividendes reçus » des notes 5.6 et 6.4 avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	10	25
Dividendes distribués par les entreprises associées	1 862	1 407
Variation des créances sur dividendes à recevoir	(847)	(775)
Dividendes reçus – Tableau de Flux de Trésorerie	1 025	657

6.5. Participation dans les co-entreprises

Le groupe détient des participations dans cinq co-entreprises : MCS, Kemek, Kemek US, Exor, Nitrokemine Guinée et Société de Minage en Guinée (maison mère de Nitrokemine Guinée).

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Actifs courants	8 728	8 418
Actifs non courants	7 163	6 696
Actifs	15 891	15 114
Passifs courants	4 972	3 443
Passifs non courants	6 855	6 164
Passifs	11 827	9 607
Actif net	4 064	5 507
Produit des activités ordinaires	6 391	10 252
Charges	(6 500)	(11 019)
Résultat net	(109)	(767)

6.6. Autres actifs financiers non courants

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Titres de participation	1 758	1 819
Provisions sur titres de participation	(710)	(720)
Valeur nette des titres de participation	1 048	1 099
Créances rattachées à des participations (1)	3 508	2 755
Prêts non courants	247	242
Divers	95	218
Autres actifs financiers – valeur brute	3 850	3 215
Provisions	-	-
Autres actifs financiers – valeur nette	3 850	3 215
Total autres actifs financiers non courants	4 898	4 314

(1) Les mouvements concernent uniquement l'entité EPC Minetech

Détail des titres de participation non consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Exchem Explosives Ltd	140	142
Townend farm partnership	119	115
Silex Seguridad	77	77
Cadex	72	72
EDILCAVE SRL	332	332
HG Sud-West Spreng GmbH	-	49
Autres participations	308	312
Valeur nette des titres de participation	1 048	1 099

6.7. Stocks et en cours

<i>En milliers d'euros</i>	Matières premières et autres appro.	En-cours de biens et services	Produits intermédiaires	Marchandises	Total
Au 31 décembre 2012					
Valeurs brutes	10 269	1 248	5 576	14 930	32 024
Provisions cumulées	(524)	-	(572)	(312)	(1 408)
Valeur nette au 31 décembre 2012	9 745	1 248	5 005	14 618	30 616
Mouvements de BFR	275	(29)	688	35	969
Dotations nettes aux provisions	(3)	-	(35)	179	141
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	(91)	(26)	(14)	(140)	(271)
Autres mouvements (1)	(1 372)	(31)	(30)	(634)	(2 067)
Valeur nette au 30 juin 2013	8 554	1 162	5 614	14 058	29 388
Au 30 juin 2013					
Valeurs brutes	9 081	1 162	6 183	14 192	30 618
Provisions cumulées	(527)	-	(569)	(134)	(1 230)
Valeur nette au 30 juin 2013	8 554	1 162	5 614	14 058	29 388

(1) Le flux autres mouvements correspond au reclassement des actifs destinés à être cédés de l'Europe de l'Est (voir note 8.9)

6.8. Clients et autres débiteurs

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Avances et acomptes	1 869	1 329
Créances clients	96 912	89 411
Autres créances (1)	6 591	6 607
Créances fiscales – hors IS	5 398	4 584
Comptes courants (2)	14 469	14 488
Dividendes à recevoir (3)	851	4
Autres montants	499	688
Total des créances brutes	126 589	117 111
Dépréciation clients et comptes rattachés	(7 306)	(7 745)
Dépréciation des comptes courants (1)	(14 509)	(14 509)
Autres dépréciations	-	-
Total des dépréciations	(21 815)	(22 254)
Total des clients et autres débiteurs	104 774	94 857

- (1) Les autres créances incluent 3 956 K€ de créances cédées au Factor mais non mobilisées.
(2) Les comptes courants comprennent principalement un compte courant relatif à STIPS TI, pour 14,3 M€, entièrement provisionné.
(3) Les dividendes à recevoir proviennent principalement de la société AREX (Mise en équivalence)

6.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
VMP – Equivalents de trésorerie	2 804	2 961
Disponibilités (1)	16 274	16 019
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	19 078	18 980
Découverts bancaires	(7 735)	(3 177)
Total trésorerie nette	11 343	15 803
Trésorerie reclassé en actifs/passifs destinés à être cédés	199	-
Trésorerie reclassé en actifs/passifs des activités abandonnées	94	72
Trésorerie nette des actifs/passifs des activités destinés à être cédés et abandonnées	11 050	15 731

- (1) Les disponibilités incluent un montant inchangé de 2 417 K€ nantis chez EPCapRé.

Le groupe dispose de lignes disponibles dans les filiales notamment 3 956 K€ de ligne de crédit disponible sur des créances cédées à CGA (Factor) mais non mobilisées au 30 juin 2013 voir point 6.8.

6.10. Capital

6.10.1. Actions

	Nombre d'actions	Nombre de parts de fondateurs	Total du capital (en milliers d'euros)
Au 30 juin 2013	168 400	29 473	5 220
Au 31 décembre 2012	168 400	29 473	5 220

Le capital est composé de 168 400 actions de 31 €. Un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives, entièrement libérées, inscrites depuis cinq ans au moins au nom d'un même titulaire.

Il existe 29 473 parts de fondateurs sans valeur nominative offrant un droit dans les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation. Les réserves de la société tête de Groupe, la SA EPC, comportent un Fonds Précipitaire des parts qui bénéficiera exclusivement à ces dernières en cas de liquidation de la Société. Son montant s'élève désormais à 1 740 000 €, soit 25/75ème du capital social.

6.10.2. Dividendes

Le groupe a procédé le 8 juillet à la distribution d'un dividende de 416 K€.

6.11. Dettes financières

Dettes financières non courantes

En milliers d'euros	31 déc. 2012	Augmentation		Diminution		Variations de périmètre	Reclasse ment	Juste valeur	Autres (1)	30 juin 2013
		Hors Refi.	Refinan cement	Hors Refi.	Refinan cement					
Emprunts obligataires	3 897	-		-		-	-	11	-	3 908
Emprunts bancaires	10 406	3 810	24 000	(580)		-	(400)	-	23	37 258
Instruments de couverture de taux (2)	505	-		-		-	-	(322)	133	316
Dettes sur location financement	6 580	1 321		(1 093)		-	(546)	-	(1 713)	4 549
Total dettes financières non courantes	21 388	5 131	24 000	(1 673)		-	(946)	(311)	(1 557)	46 031

Dettes financières courantes

Emprunts bancaires	22 774	273	6 000	(601)	(19 512)	-	400	-	11)	9 346
Utilisation de lignes de crédits renouvelables	11 418	-			(8 086)	-	-	-	(3 332)	-
Mobilisation de créances	8 095	-		(826)		-	-	-	-	7 269
Autres emprunts et dettes assimilées	783	517		(207)		-	-	-	(161)	932
Dettes sur location financement	3 451	525		(994)		-	546	-	(1 119)	2 409
Intérêts courus sur emprunt	213	338		(158)		-	-	-	2	395
Total dettes financières courantes hors découverts bancaires	46 734	1 653	6 000	(2 786)	(27 598)	-	946	-	(4 599)	20 351
Découverts bancaires	3 177	3 496			(2 402)	139	3 540	-	(215)	7 735
Total dettes financ. courantes	49 911	5 149	6 000	(2 786)	(30 000)	139	(4 486)	-	(4 814)	28 085

(1) Dont écarts de conversion et reclassement des passifs destinés à être cédés (1 599 K€ pour les dettes non courantes et 4 976 K€ pour les dettes courantes)

(2) Dans le cadre de la renégociation de sa dette, le groupe a souscrit trois nouveaux SWAP de taux et renégocié un SWAP existant pour couvrir 60% de la nouvelle dette. Ces instruments répondent aux critères les qualifiant en tant qu'instruments de couverture au 30 juin 2013.

Réconciliation des « émissions / remboursements d'emprunts » avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 Juin 2013	30 Juin 2012
Augmentation des dettes financières non courantes	29 131	5 608
Augmentation des dettes financières courantes	8 273	6 956
Retraitement de la variation des intérêts courus	(338)	(390)
Retraitement de la variation des dettes sur location financement	(1 846)	(1 492)
Emission d'emprunts – Tableau de Flux de Trésorerie	35 220	10 682
Diminution des dettes financières non courantes	(2 074)	(2 115)
Diminution des dettes financières courantes	(30 000)	(3 382)
Retraitement de la variation des intérêts courus	159	1
Remboursement d'emprunts – Tableau de Flux de Trésorerie	(31 915)	(5 497)

6.12. Impôts différés au bilan

Les mouvements d'impôts différés sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Provisions dépollution décontamination et démantèlement	Fonds de pension	Autres	Total
Au 31 décembre 2012	3 774	3 598	1 300	8 672
Enregistré au compte de résultat	(140)	(79)	547	328
Enregistré en capitaux propres	-	(103)	(119)	(222)
Variations de périmètre	-	(3)	(1)	(4)
Différences de change	(63)	(126)	45	(144)
Reclassement en actifs destinés à être cédés	-	-	(329)	(329)
Au 30 juin 2013	3 571	3 287	1 443	8 301

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Impôts différés actifs	10 003	10 062
Impôts différés passifs	(1 702)	(1 390)
Impôts différés nets	8 301	8 672

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
Rappel de l'impôt comptabilisé au résultat	328	(333)
Impôt reclassé sur activités abandonnées	(150)	4
Impôts différés au compte de résultat	178	(329)

6.13. Provisions pour avantages aux salariés

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Valeur à l'ouverture de l'exercice	15 076	12 048
Dépenses reconnues en compte de résultat	654	765
Cotisations versées	(657)	(1 528)
Prestations servies	(27)	-
Ecarts actuariels reconnus en capitaux propres	(492)	3 608
Variations de périmètre	39	-
Différences de change	(528)	183
Actifs de retraites en actifs financiers	-	-
Autres mouvements	-	-
Reclassement actif financier en passif financier	-	-
Valeur à la clôture de l'exercice	14 065	15 076

6.14. Autres provisions

<i>En milliers d'euros</i>	Démant. Décontam. Dépol.	Restruct.	Autres	Total
Au 31 décembre 2012	15 078	-	6 044	21 122
Provisions supplémentaires (1)	-	1 500	709	2 209
Reprises	-	-	(824)	(824)
Augmentation du montant actualisé	143	-	(1)	142
Ecart de conversion	(332)	-	5	(327)
Activités destinées à être cédées	(169)	-	-	(169)
Au 30 juin 2013	14 720	1 500	5 933	22 153

(1) les provisions constituées en 2013 sont essentiellement liées au plan de sauvegarde pour l'emploi chez EPC France.

Détail des autres provisions entre non courant et courant

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Non courant	18 106	18 440
Courant	4 047	2 682
Total	22 153	21 122

6.15. Fournisseurs et autres créditeurs

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Dettes fournisseurs	58 231	55 925
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 213	376
Dettes sociales	8 868	9 971
Dettes fiscales	14 187	12 106
Autres dettes	5 403	1 534
Total	87 902	79 912

6.16. Besoin en Fonds de Roulement

Le besoin en fonds de roulement s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Variations du BFR & provisions courantes	
	30 Juin 2013	30 Juin 2012
Stocks et en cours	1 111	2 493
Clients et autres débiteurs	15 448	4 562
Autres actifs long terme	35	270
Autres actifs courants	1 201	890
Sous total	17 795	8 215
Fournisseurs et autres créditeurs	(11 538)	(6 763)
Autres passifs long terme	(3)	(438)
Autres passifs courants	(763)	(588)
Sous total	(12 304)	(7 789)
Besoin en fonds de roulement	5 491	426

6.17. Incidence des variations de périmètre

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
Trésorerie acquise lors des entrées de périmètre	(137)	-
Investissement en titres consolidés	(1 675)	-
Impact des entrées de périmètre	-	-
Variation des dettes sur immobilisations liée à la cession des titres consolidés	-	-
Variation de la trésorerie liée aux cessions	-	-
Impact des sorties de périmètre	-	-
Total des incidences de périmètre	(1 812)	-

Au 30 juin 2013, les incidences de variation de périmètre concernaient uniquement l'entrée de la société ESMAC dans le groupe.

6.18. Engagements financiers

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Effets escomptés non échus	-	-
Avals et cautions	6 886	7 486
Garanties d'actif et de passif	-	-
Hypothèques et nantissements	6 784	7 479
Autres	-	-
Total des garanties données	13 670	14 965

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Avals et cautions	2 218	975
Autres	-	-
Total des garanties reçues	2 218	975

7. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES

7.1. Contrôle

Le Groupe EPC est contrôlé par la société EJ Barbier. La société tête de Groupe est la Société Anonyme d'explosifs et produits chimiques, EPC, détenue à 66,84% par EJ Barbier qui publie des états financiers annuels.

7.2. Relation avec les filiales

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

7.3. Transactions avec des parties liées

Le Groupe entretient des relations avec les parties liées suivantes :

- EJ.Barbier, maison mère d'EPC SA
- Adex, Adex TP et Adex Services filiales détenues majoritairement par EJ.Barbier.

Au cours du premier semestre 2013, les relations entre le Groupe EPC et les sociétés liées sont restées en ligne avec la progression de l'activité. Aucune transaction inhabituelle, par sa nature, n'est intervenue au cours de cette période.

8. ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET DESTINÉES A ETRE CEDEES

Résultat net des activités abandonnées et destinées à être cédées

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 Retraité	30 juin 2012 Publié
EEl (note 8.1)	(81)	(88)	(88)
Nitrokemfor Services (note 8.2)	24	(12)	(12)
BFMS (note 8.3)	594	(325)	(325)
Océan Indien (note 8.4)	-	82	82
Stips TI et ses filiales (note 8.5)	-	-	-
Europe Centrale (note 8.6)	(1 647)	(1 172)	-
Résultat net des activités abandonnées et destinées à être cédées	(1 110)	(1 515)	(343)

8.1. Arrêt des activités de EEI

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 Publié
Produit des activités ordinaires	-	-
Résultat opérationnel	(81)	(88)
Produits (charges) financiers, nets	-	-
Impôt sur les résultats	-	-
Résultat net des activités abandonnées	(81)	(88)

8.2. Arrêt des activités de Nitrokemfor Services

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 Publié
Produit des activités ordinaires	-	-
Résultat opérationnel	-	(24)
Produits (charges) financiers, nets	14	17
Impôt sur les résultats	10	(5)
Résultat net des activités abandonnées	24	(12)

8.3. Arrêt des activités de BFMS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 Publié
Produit des activités ordinaires	-	-
Résultat opérationnel	411	(266)
Produits (charges) financiers, nets	6	(67)
Impôt sur les résultats	177	8
Résultat net des activités abandonnées	594	(325)

Le résultat de BFMS correspond au solde de la procédure d'arbitrage lancée envers Etruscan, qui est intervenu sur le premier trimestre de 2013.

8.4 Arrêt des activités Océan Indien

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 Publié
Produit des activités ordinaires	-	1 071
Résultat opérationnel	-	82
Produits (charges) financiers, nets	-	-
Impôt sur les résultats	-	-
Résultat net des activités abandonnées	-	82

8.5 STIPS TI et ses filiales

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 Publié
Produit des activités ordinaires	-	-
Résultat opérationnel	-	-
Produits (charges) financiers, nets	-	-
Impôt sur les résultats	-	-
Résultat net des activités abandonnées	-	-

Comme déjà mentionné dans le rapport 2012, le 26 octobre 2011, EPC SA et sa filiale Démokrite ont été assignées devant le Tribunal de Grande Instance de Thionville avec les anciens dirigeants des sociétés STIPS TI et U2C, qui sont en liquidation judiciaire depuis le 15 octobre 2008, par le liquidateur de celles-ci.

Le liquidateur a évalué l'insuffisance d'actif à une somme comprise entre 45 et 50 millions d'€. Dans le cadre de la procédure collective le groupe EPC a produit pour 15 042 177 € de créances. Ces créances sont intégralement provisionnées au 31 décembre 2011.

Les assignations reprochent essentiellement à EPC SA et Démokrite un prétendu soutien abusif. EPC SA et Démokrite estiment, au contraire, avoir été victimes d'escroqueries et ont déposé plainte de ce chef. Elles considèrent que les prétentions, tardives, formulées par le liquidateur de STIPS TI et U2C sont dénuées de fondement. Ses demandes n'ont donc pas fait l'objet de provision particulière dans les comptes du groupe.

A la suite des plaintes de STIPS TI et du groupe EPC, au cours du premier semestre 2012, le Procureur de la République de Thionville a ouvert une information judiciaire des chefs d'escroquerie et d'abus de biens sociaux, un juge d'instruction a été désigné, et EPC, Demokrite, Demosten ainsi que STIPS TI se sont constituées parties civiles.

L'ensemble des parties ont demandé et obtenu, par deux jugements du 22 novembre 2012 de la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Thionville, un sursis à statuer dans l'attente d'une décision définitive sur le volet pénal de l'affaire résultant de l'ouverture de l'information judiciaire.

L'ouverture de cette information judiciaire et le sursis à statuer confortent la position d'EPC et DEMOKRITE qui estiment avoir été victimes d'escroqueries et ont déposé plainte de ce chef dès l'origine du dossier.

8.6 Arrêt des activités en Europe Centrale

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 Publié
Produit des activités ordinaires	7 977	11.055
Résultat opérationnel	(1 172)	(1 010)
Produits (charges) financiers, nets	(437)	(130)
Impôt sur les résultats	(38)	(32)
Résultat net des activités destinées à être cédées	(1 647)	(1 172)

8.7 Actifs et passifs destinés à être cédés

Ces actifs et passifs correspondent à la cession à venir des sociétés suivantes :
EPC Deutschland - EPC Polska - EPC Ceska - EPC Romania

ACTIF

Ecarts d'acquisition	1 723
Immobilisations incorporelles	51
Immobilisations corporelles	7 275
Participation dans les entreprises associées	0
Autres actifs financiers non courants	190
Actifs d'impôts différés	408
Autres actifs long terme	500
Total actifs non courants	10 147
Stocks	2 067
Clients et autres débiteurs	5 375
Créances fiscales	2
Autres actifs courants	307
VMP et autres placements	0
Trésorerie et équivalent de trésorerie	199
Total actifs courants	7 950
TOTAL ACTIF	18 097

PASSIF HORS CAPITAUX PROPRES

Dettes financières non courantes	1 599
Passifs d'impôts différés	79
Provisions pour avantages aux salariés	0
Provisions non courantes	169
Autres passifs long terme	0
Total passifs non courants	1 847
Fournisseurs et autres créditeurs	4 436
Dettes d'impôt	0
Dettes financières courantes	4 976
Autres provisions courantes	0
Autres passifs courants	0
Total passifs courants	9 412
TOTAL PASSIF (hors capitaux propres)	11 259

9. SOCIÉTÉS DU GROUPE

Sociétés	Pays	% d'intérêt	
		Juin 2013	Déc. 2012
Filiales – Intégration globale			
EPC SA	France	100,00	100,00
EPC France (ex Nitrochimie)	France	100,00	100,00
ALPHAROC (ex STIPS SAS) (4)	France	0,00	100,00
DEMOKRITE SAS	France	100,00	100,00
DEMOSTEN	France	100,00	100,00
A.T.D. SAS	France	100,00	100,00
PRODEMO SAS	France	100,00	100,00
OCCAMAT SAS	France	100,00	100,00
OCCAMIANTE SAS	France	100,00	100,00
2 B RECYCLAGE SAS	France	100,00	100,00
EPC MINETEK EUROPE	France	100,00	100,00
SOCIETE MINE AFRIQUE	France	100,00	100,00
DIOGEN	France	99,75	99,75
EPC MINETECH	France	100,00	100,00
EPC ITALIA (ex SEI)	Italie	100,00	100,00
ESMAC (3)	Italie	99,99	0,00
INTEREM	Italie	100,00	100,00
EPC UK (ex EXCHEM Plc) (5)	Grande Bretagne	91,84	91,84
EXCHEM DEFENCE SYSTEM Ltd (5)	Grande Bretagne	91,84	91,84
BLASTING SERVICES Ltd (5)	Grande Bretagne	91,84	91,84
MINEXPLO	Grande Bretagne	51,00	51,00
EPC MAROC (ex SCAM)	Maroc	99,97	99,97
MARODYN	Maroc	95,25	95,25
EPC BELGIQUE (ex DYNAMICHAINES)	Belgique	51,56	51,56
DGO M3	Belgique	26,30	26,30
EMPRESA DE EXPLOSIVOS INDUSTRIAIS LDA (EEI) (1)	Portugal	100,00	100,00
GALILEO EXPLOSIVOS SA	Espagne	100,00	100,00
SERAFINA ORTEGA E HIJOS SA	Espagne	80,00	80,00
EPC ESPANA (ex SILEX)	Espagne	100,00	100,00
EPC Deutschland (ex DEXPLO GmbH) (1)	Allemagne	100,00	100,00
EPC POLSKA (ex EXPLOMINEX) (1)	Pologne	100,00	100,00
EPC Romania (ex Gerominex) (1)	Roumanie	90,30	90,30
EPC Ceska Republika (1)	Rép. Tchèque	99,31	99,31
NITROKEMFOR GUINEE	Guinée	100,00	100,00
NITROKEMFOR SERVICES (1)	Guinée	100,00	100,00
NITROKEMFOR SENEGAL	Sénégal	100,00	100,00
EPC Sverige (ex SKANEXPLO AB)	Suède	100,00	100,00
EPC Norge (ex SKANEXPLO AS)	Norvège	100,00	100,00
EPCAPRE	Luxembourg	100,00	100,00
BURKINA FASO MINING SERVICES(1)	Burkina Faso	100,00	100,00

Sociétés	Pays	% d'intérêt	
		Juin 2013	Déc. 2012
EPC CAMEROUN	Cameroun	100,00	100,00
CIE GUINEENNE DE PRODUITS CHIMIQUES (CGPC)	Guinée	99,99	99,99
CORSE EXPANSIFS	France	73,24	73,24
NITRATES ET INNOVATION	France	100,00	100,00
EPC GABON	Gabon	100,00	100,00
EPC COTE D'IVOIRE (2)	Côte d'ivoire	75,00	100,00
SONOUVEX	France	100,00	100,00
EXPLOSIVA VAROR	Suède	100,00	100,00

Entreprises associées – Mises en équivalence

ARABIAN EXPLOSIVES (PRIVATE Ltd)	Emirats Arabes Unis	40,00	40,00
CRODA EPC (ex CELTITE AUSTRALIA)	Australie	39,18	39,18

Coentreprises – Intégration proportionnelle

SOCIETE DE MINAGE EN GUINEE SAS (SMG)	France	50,00	50,00
EXOR	Grande Bretagne	45,92	45,92
NITROKEMINE	Guinée	50,00	50,00
KEMEK	Irlande	50,00	50,00
KEMEK US Limited	Irlande	50,00	50,00
MCS	Arabie Saoudite	40,00	40,00

Entreprises non consolidées

SICIEX	France	98,00	98,00
CORSE CONFORTEMENT FORAGE MINAGE	France	28,11	28,11
SILEX SEGURIDAD	Espagne	99,97	99,97
SANTOS DE CUNHA 7	Portugal	30,00	30,00
CALEXPLO	Nvlle Calédonie	51,00	51,00
SOCIETE CONGOLAISE DES EXPLOSIFS	Congo	95,00	95,00

- (1) Ces sociétés sont présentées en activités abandonnées et/ou destinées à être cédées
- (2) 25% des titres de cette société ont été cédés au cours du 1^{er} semestre
- (3) Cette société a été acquise à 100% par EPC ITALIA (ex SEI) sur le 1^{er} semestre 2013
- (4) Cette société a été absorbée par EPC France au cours du 1^{er} semestre 2013
- (5) Ces sociétés ont fusionné au 1^{er} janvier 2013

	30 juin 2013			31 décembre 2012		
	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger
Intégration globale	47	16	31	47	17	30
Intégration proportionnelle	6	1	5	6	1	5
Mise en équivalence	2	-	2	2	-	2
Total des sociétés consolidées	55	18	37	55	18	37

10. ÉVÈNEMENTS POST CLOTURE

Cession au groupe SSE des filiales d'Europe Centrale (Allemagne, République Tchèque, Pologne et Roumanie)

Suite à la réception d'une offre ferme, le groupe EPC a signé le 14 juin 2013 le contrat de cession au Groupe SSE de ses filiales en Allemagne, Pologne, République Tchèque et Roumanie pour un prix total (valeur d'entreprise) de 15 millions d'euros.

La cession est effective depuis le 31 juillet. Elle a eu un impact majeur sur l'endettement net du groupe (de l'ordre de 15 M€ dont 6.1 M€ présenté au 30 juin 2013 en « Passifs des activités destinées à être cédées »). Par ailleurs, le résultat comptable de la cession qui sera pris en compte sur le deuxième semestre est attendu légèrement positif.

Réorganisation des secteurs géographiques

Suite à la cession des activités du groupe en Europe de l'Est, et compte tenu de l'intégration de plus en plus forte de ses activités sur le continent européen, le groupe EPC a décidé de regrouper ses activités dans deux secteurs géographiques homogènes :

- L'Europe
- L'Afrique et le Moyen-Orient

Cette nouvelle organisation sectorielle est effective depuis le premier Août 2013.



Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

SOCIETE ANONYME D'EXPLOSIFS ET DE PRODUITS CHIMIQUES

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013**

(Période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013)

PricewaterhouseCoopers Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles
63, rue de Villiers
92 208 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

ACE Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Paris
5, Avenue F. Roosevelt
75008 Paris
France

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013

(Période du 1er janvier 2013 au 30 juin 2013)

Aux Actionnaires
SOCIETE ANONYME D'EXPLOSIFS ET DE PRODUITS CHIMIQUES
61 rue Galilée
75008 Paris

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- Les notes 3.3, 8.6 et 8.7 relatives au reclassement de la zone Europe de l'Est en activités destinées à être cédées
- La note 8.5 relative au suivi de l'assignation d'EPC SA et sa filiale Demokrite par le liquidateur judiciaire de Stips Ti

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 20 septembre 2013

Les Commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

ACE AUDIT

Thierry Charron
Associé

François Shoukry
Associé



Attestation du responsable du rapport semestriel d'activité

**Attestation du responsable du rapport semestriel
d'activité**

Nous attestons qu'à notre connaissance, les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013 du Groupe EPC sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le Directeur Général

Le Directeur Financier

Olivier Obst

Charles-Ernest Armand